



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.96/825/Part III/16
4 août 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME
DU HAUT COMMISSAIRE

Quarante-cinquième session

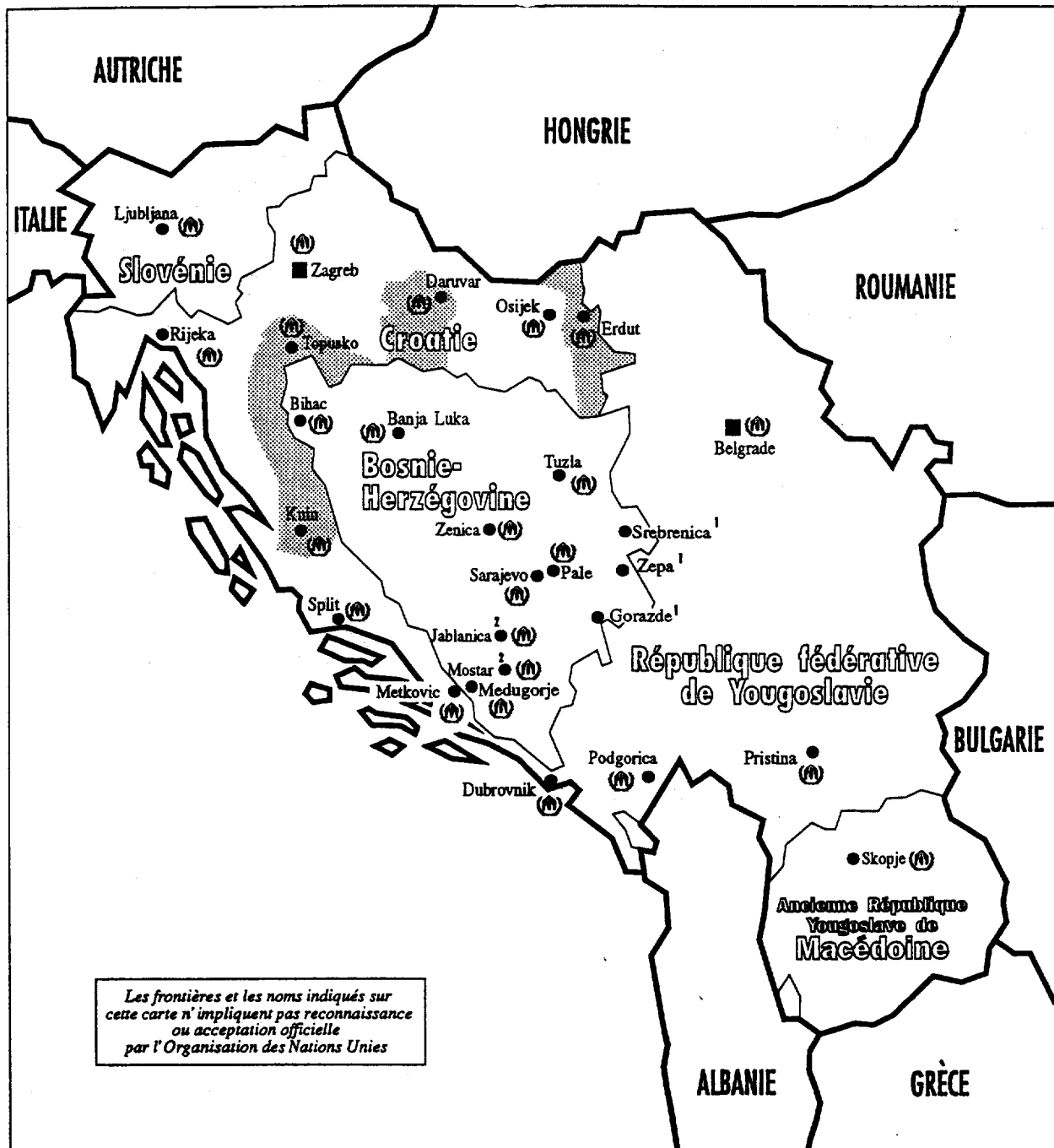
ACTIVITES DU HCR FINANCEES PAR LES FONDS CONSTITUES AU MOYEN
DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES : RAPPORT POUR 1993-1994
ET PROJET DE BUDGETS-PROGRAMMES POUR 1995

PARTIE III. EUROPE

Section 16 - Ex-Yougoslavie

(document soumis par le Haut Commissaire)

EX-YOUGOSLAVIE



(M) Bureaux du HCR

■ Zones protégées par l'ONU

1 - Présence HCR

2 - Bureaux évacués pour raison de sécurité

III.16 EX-YOUGOSLAVIE

Aperçu de la situation

Caractéristiques de la population réfugiée et d'autres groupes dont s'occupe le HCR

1. Au cours du dernier trimestre de 1993, le nombre total de réfugiés, de personnes déplacées et de cas sociaux affectés par la guerre dans toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie s'établissait à 4 259 000 personnes, soit une augmentation de 19 % par rapport à la fin du premier semestre de 1993 où la population assistée s'établissait à 3 605 000 personnes. Etant donné l'aggravation du conflit à la fin de 1993, le chiffre pour la Bosnie-Herzégovine a augmenté, et en Croatie le nombre des départs spontanés a été contrebalancé par de nouvelles arrivées. Dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le chiffre des bénéficiaires est resté stationnaire et en Slovénie et dans la République fédérative de Yougoslavie, les chiffres ont accusé une tendance à la baisse. En mai 1994, les bénéficiaires se répartissaient de la façon suivante :

<u>Pays</u>	<u>Nombre</u>	<u>Pourcentage</u>
Bosnie-Herzégovine	2 775 000	67,3
Croatie	800 000	19,4
République fédérative de Yougoslavie		
- Serbie	426 700	10,4
- Monténégro	62 300	1,5
Slovénie	35 500	0,9
Ancienne République yougoslave de Macédoine	22 000	0,5
<u>Total</u>	4 121 500	100,0

2. Dans la population assistée, les femmes, les enfants et les personnes âgées, d'origine urbaine et rurale, continuent d'être majoritaires. Dans les six républiques, de 75 à 95 % des bénéficiaires résident dans des familles d'accueil et le reste dans des centres communautaires. Sur le total de 4 121 500 bénéficiaires, 664 500 sont des réfugiés, 1 684 300 des personnes déplacées et 1 772 700 d'autres personnes atteintes par les conflits. Dans la seule Bosnie-Herzégovine, on pense qu'environ un million de Musulmans bosniaques, de Croates et de Serbes sont partis, et que plus d'un million de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays. Les personnes affectées par la guerre comprennent des cas sociaux, en majeure partie des personnes institutionnalisées et déshéritées, immatriculées par les autorités municipales, la Croix-Rouge et d'autres institutions locales.

3. Dans les pays voisins d'Europe (c'est-à-dire la Bulgarie, la République tchèque, la République slovaque et la Turquie), le nombre des bénéficiaires,

principalement de Bosnie-Herzégovine, assistés au titre de l'opération spéciale était passé à 13 185 en mai 1994.

4. S'agissant des réfugiés d'autres nationalités relevant du mandat du HCR, le Haut Commissariat continue de venir en aide à un nombre limité de bénéficiaires, au titre du programme annuel, dans la République fédérative de Yougoslavie, tout en cherchant des solutions durables à leur intention.

Principaux faits nouveaux (1993 et premier trimestre 1994)

5. Dans l'ensemble, les faits nouveaux intervenus dans l'ex-Yougoslavie ont concerné surtout la Bosnie-Herzégovine, où les Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) se sont efforcées d'accroître les programmes d'assistance humanitaire, dans un contexte de conflits persistants, de persécutions et d'obstruction au passage de l'aide humanitaire entraînant des retards dans la mise en oeuvre des projets. De temps à autre, les agents chargés de l'assistance se sont trouvés aux prises avec une hostilité ouverte. Certains ont continué de travailler dans un environnement dangereux. L'hiver a été, pour la deuxième année consécutive, relativement peu rigoureux, mais en l'absence d'un règlement de paix entre les parties au conflit, on a assisté à l'augmentation du nombre des personnes déplacées à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine, et l'on a enregistré un nombre comparable de réfugiés, particulièrement en Croatie. Lorsque les attaques contre Sarajevo ont cessé en février 1994, la situation dans la ville s'est améliorée. Toutefois, les attaques dirigées contre Maglaj et contre la zone de Gorazde, déclarée zone de sécurité par les Nations Unies ainsi que les combats aux alentours ont suscité de nouvelles crises humanitaires, encore aggravées au printemps par de nouveaux déplacements de populations. Dans le cadre de l'effort de secours, d'importantes ressources ont été allouées pour l'opération logistique du HCR. Les nations donatrices ont fourni leur appui sous la forme de ressources pour les convois et ont participé aussi au pont aérien pour Sarajevo et à l'opération de largage dans les zones assiégées.

6. Plus récemment, l'Accord conclu entre les Croates bosniaques et le Gouvernement de Bosnie-Herzégovine en vue de la formation d'une fédération, a de nouveau éveillé les espoirs d'un retour à la paix et à la normalisation en Bosnie centrale et en Herzégovine occidentale. Cette évolution a encouragé l'élaboration de plans préliminaires de remise en état et de relèvement, notamment pour Sarajevo et Mostar. Toutefois, les conditions ne sont pas encore propices à la promotion et à la mise en oeuvre d'un programme de rapatriement massif. Dans les zones contrôlées par la nouvelle Fédération, la situation reste précaire et l'on estime que le tiers du territoire est encore aux prises avec des luttes de factions. De surcroît, les tensions entre groupes ethniques persistent dans bien des régions. Dans la partie nord-ouest de la région, les persécutions ethniques sont à l'origine d'un exode continu de réfugiés à prédominance musulmane.

7. La situation dans les zones de Croatie protégées par les Nations Unies (ZPNU) où l'on n'est pas encore parvenu à un règlement négocié, continue de susciter de vives inquiétudes; la signature d'un accord de cessez-le-feu à la fin de mars 1994 a toutefois marqué un important pas en avant. Les sanctions imposées par les Nations Unies à la République fédérative de Yougoslavie auraient, selon les rapports communiqués, eu des effets très importants sur la

qualité de vie de la population et sur les services rendus par les institutions publiques. Cet état de choses a contribué à abaisser le nombre des réfugiés et à accroître le nombre des cas sociaux ayant besoin d'un appui, notamment des cas institutionnalisés et autres cas vulnérables dont le HCR n'assiste qu'un petit nombre.

8. En Slovénie, et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la situation est plus stable. En Slovénie, la baisse marginale du nombre des réfugiés de Bosnie-Herzégovine due à des départs spontanés a été contrebalancée par une augmentation de quelque 1 500 réfugiés "sur place" - qui sont des travailleurs immigrés de Bosnie-Herzégovine ayant récemment perdu leur emploi et leurs droits aux prestations sociales en Slovénie. Dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, une réduction de 5 000 du nombre des bénéficiaires prévus a été convenue d'un commun accord entre les organismes des Nations Unies, laissant une population cible totale de 22 000 personnes. Un autre fait important qu'il convient de mentionner est la succession de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le 18 janvier 1994, à la Convention de 1951 relative au statut de réfugié, ce qui signifie que toutes les anciennes républiques yougoslaves sont maintenant devenues parties à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967.

9. Deux ou trois années de conflit ont coûté la vie à un bon nombre de personnes. L'un des principaux éléments du Programme d'assistance a consisté à offrir un appui en espèces et en nature aux familles d'accueil, afin d'éviter d'avoir à construire des zones d'installation de réfugiés, une formule qu'il pourrait être difficile de maintenir à la longue.

10. Les organismes des Nations Unies et certaines ONG poursuivront et élargiront leurs programmes à l'intention des femmes et des enfants au long des mois qui viennent, en s'attachant à l'appui psychosocial à base communautaire et aux activités d'auto-assistance dans toutes les républiques. Les traumatismes, l'inaction et la perte de membres de la famille ont donné lieu à l'apparition de trois autres groupes qui connaissent des besoins spéciaux - les adolescents, les personnes âgées et les soldats démobilisés. Les activités de service social se sont multipliées pour créer les fondements d'une revitalisation des structures locales. On a constaté qu'il fallait prévoir des besoins de programmes d'éducation élargis, en collaboration avec l'UNICEF et l'UNESCO.

11. L'économie de chacun des pays de la région a gravement souffert de l'inflation, de la réduction considérable de la production industrielle et agricole et de l'affaiblissement du commerce régional et extérieur. Le conflit en Bosnie-Herzégovine a complètement désorganisé ou paralysé les services publics, particulièrement les services de santé. Toutefois l'accord conclu récemment entre les Croates de Bosnie et le Gouvernement bosniaque est le signe avant-coureur d'un retour à la normale, et les activités commerciales commencent à reprendre dans l'ouest de l'Herzégovine et le centre de la Bosnie.

12. La participation future du HCR dépend de l'évolution politique et militaire. La consolidation des cessez-le-feu et le rétablissement de l'accès commercial à de vastes zones de Bosnie-Herzégovine permettraient de réduire les programmes d'assistance et mettraient le Haut Commissariat en mesure

d'axer son action sur le retour de nombreux réfugiés et personnes déplacées dans un lieu de leur choix.

13. Si un règlement global ne peut être obtenu, il faudra envisager des solutions régionales, notamment en Bosnie-Herzégovine. Dans ces conditions, il faudra poursuivre les projets de sauvetage de vies humaines en les associant, le cas échéant, à des mesures transitoires de relèvement.

Objectifs et priorités du programme

14. Le HCR conserve son rôle de chef de file. En 1994, les objectifs et priorités interinstitutions continuent d'être axés sur les projets de survie, dans les zones où il n'existe pas d'accord négocié ou d'accord de paix un peu stable et l'on s'emploie, lorsqu'on le peut, à introduire des projets transitionnels de nature à promouvoir la reprise économique et à assurer la liaison entre les secours et les plans éventuels de rapatriement et de réinsertion. Toutefois si les conditions du retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées, dans la sécurité et la dignité, ne sont pas réunies, les secours ne devront pas être retirés prématurément. L'assistance sera réduite ou supprimée, le cas échéant, mais il faudra faire preuve de prudence, notamment eu égard à l'approche de l'hiver. La persistance du conflit signifierait que plus d'un million de personnes qui ont fui la Bosnie-Herzégovine, ainsi que les personnes déplacées à l'intérieur de cette république, seraient dans l'impossibilité de regagner leur lieu d'origine.

15. Voici quels sont actuellement les objectifs et les priorités du HCR :

- continuer de jouer le rôle de chef de file chargé de la coordination des activités interinstitutions, afin d'assurer la livraison de l'assistance humanitaire selon que de besoin, dans les six républiques de l'ex-Yougoslavie;
- continuer de suivre le traitement réservé aux populations minoritaires de Bosnie-Herzégovine et de leur prêter assistance et veiller à ce que les victimes qui fuient la guerre et la persécution puissent être admises en lieu sûr;
- assurer la protection des réfugiés dans l'ex-Yougoslavie et veiller à ce qu'ils soient traités conformément aux normes internationales reconnues;
- venir en aide aux populations cibles dans toute l'ex-Yougoslavie et aux bénéficiaires des projets du HCR dans d'autres pays d'Europe orientale et en Turquie, grâce à la livraison d'articles de secours, à la mise en oeuvre de projets et à la fourniture de services;
- maintenir les pressions pour le libre accès de l'assistance humanitaire et insister sur la reprise prochaine du trafic commercial en Bosnie centrale;
- collaborer étroitement avec les autorités nationales et locales et les organismes des Nations Unies pour la planification et la mise

en oeuvre de la phase éventuelle de transition vers le redressement et la reconstruction en Bosnie-Herzégovine, en particulier sur le territoire de la Fédération;

- suivre de près l'évolution, de concert avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions, et préparer la voie au mouvement de retour éventuel des réfugiés et des personnes déplacées dans la région ou au-delà des frontières de l'ex-Yougoslavie;
- continuer de venir en aide aux personnes qui doivent être évacuées pour des raisons médicales et fournir une assistance à la réinstallation; et
- veiller continuellement au bien-être physique et mental de la population cible et solliciter des ressources auprès de la communauté internationale pour répondre à ces besoins.

Modalités de mise en oeuvre/apports nouveaux

16. Pour la mise en oeuvre de son programme d'assistance, le HCR opère principalement par l'entremise des ONG; il reçoit des contributions directes sous forme de matériel et de personnel détaché par divers gouvernements donateurs, collabore avec les organismes d'assistance des autorités locales et agit par l'entremise des mécanismes de coordination interinstitutions des Nations Unies, avec l'appui direct de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU).

17. Le HCR organise deux fois par an des missions auxquelles participent toutes les autres institutions, pour discuter des projets en cours et futurs et pour préparer les appels adressés à la communauté des donateurs par l'ensemble des institutions des Nations Unies. Une collaboration étroite est maintenue avec l'équipe de travail de la Communauté européenne (ECTF), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. Le Conseil international des agences bénévoles (CIAB) a conservé un service à Zagreb depuis 1993 pour coordonner les activités des ONG; ce service est partiellement financé par le HCR. Quelque 200 ONG prêtent leur concours aux programmes d'assistance dans la région.

18. Le HCR a organisé une grande opération logistique en vue de la livraison des dons de vivres et d'articles autres que les produits alimentaires provenant de plusieurs organismes. En Bosnie-Herzégovine, en particulier, ces opérations ont été menées soit par la voie terrestre, soit par des ponts aériens ou des largages.

Programme généraux

République fédérative de Yougoslavie

a) Variations par rapport aux activités planifiées pour 1993

19. En plus de l'Opération spéciale, le HCR a continué de venir en aide à des réfugiés d'autres nationalités relevant de son mandat dans la République fédérative de Yougoslavie. Il a fourni pendant l'année une assistance à 463 personnes de nationalités diverses; mais, en décembre 1993, leur nombre était tombé à 28. Cette diminution s'explique en partie par le fait qu'à cette date, 156 Albanais n'avaient plus le statut de réfugié. Des solutions durables avaient été trouvées pour ce groupe et les Albanais ayant accepté le rapatriement avaient reçu une aide sous la forme d'une petite subvention en espèces.

b) Planification de la mise en oeuvre pour 1994

20. En 1994, l'objectif qui consiste à assurer soins et entretien de base aux réfugiés et demandeurs d'asile en attente de solutions durables a été maintenu et, en l'absence d'un partenaire d'exécution, les activités à ce titre ont été mises en oeuvre directement par le HCR. Le nombre des bénéficiaires de ce projet a augmenté régulièrement au cours des six premiers mois de 1994. A la fin du mois de mai, 105 réfugiés et demandeurs d'asile étaient assistés. On pense que cette tendance persistera pendant toute l'année 1994. Bien qu'il y ait des familles parmi les bénéficiaires, les hommes célibataires sont majoritaires. Les réfugiés continueront de vivre dans l'un ou l'autre des deux centres d'hébergement qui leur sont destinés, à Avala ou à Belgrade, leurs frais de logement et de nourriture étant pris en charge par le HCR, ou encore au Centre fédéral d'immigration de Padinska Skela, où le HCR prend à sa charge le coût des repas. Les personnes capables de trouver à se loger par leurs propres moyens reçoivent une indemnité mensuelle modeste. Comme en 1993, les soins médicaux essentiels sont couverts. Pour 1994, un crédit révisé de 195 900 dollars est demandé au titre de ce projet.

21. En l'absence de possibilités d'intégration sur place et de rapatriement librement consenti, la réinstallation est demeurée la principale solution durable pour le groupe. Les frais de réinstallation de base, comme le transport et les examens médicaux préalables au départ, sont couverts par ce projet. Une allocation révisée de 29 200 dollars est demandée pour ce projet.

c) Proposition de programme pour 1995

Soins et entretien

22. Une allocation de 137 500 dollars est demandée pour 1995, afin d'assurer soins et entretien à un nombre estimatif total de 200 personnes. On pense que le nombre des bénéficiaires diminuera un peu en 1994.

Réinstallation

23. Une allocation de 14 600 dollars est demandée pour les 200 personnes dont on compte examiner les dossiers en vue de leur réinstallation en 1995.

Programmes spéciaux

a) Variations par rapport aux activités planifiées pour 1993

24. En Bosnie-Herzégovine, le HCR a continué de fournir des services et des articles de secours destinés à sauver des vies humaines. Dans les autres républiques, il s'est attaché surtout à consolider les projets à l'intention des réfugiés, des personnes déplacées et surtout des cas sociaux, en collaboration avec les gouvernements nationaux, les autres organismes des Nations Unies, l'ECFT, le CICR et les ONG.

25. La guerre en Bosnie-Herzégovine a empêché le HCR de s'acquitter pleinement des activités prévues. Les manoeuvres d'obstruction employées pour entraver l'acheminement des convois du HCR et les problèmes d'accès qu'ont rencontrés tous les organismes ont entraîné des retards dans les modalités de mise en oeuvre. L'aggravation du conflit, particulièrement pendant le second semestre de l'année, s'est accompagnée d'une grave détérioration des conditions de sécurité dans lesquelles les dispensateurs de l'aide ont été amenés à opérer. Ces facteurs, associés aux rigueurs de l'hiver et à la nécessité de réorienter les convois vers les routes secondaires, ont réduit les tonnages livrés et provoqué l'encombrement des entrepôts. Ces problèmes n'ont pu être résolus qu'au début de 1994. Le pont aérien à destination de Sarajevo a, lui aussi, dû être suspendu à plusieurs reprises pour des raisons de sécurité.

26. Cette situation a grandement compliqué les livraisons de vivres et d'articles non alimentaires, par exemple de fournitures pour l'hiver et de matériel d'abri. Alors qu'on comptait livrer en 1993 plus de 7 000 tonnes métriques de secours par semaine à la Bosnie-Herzégovine, les livraisons ont varié entre 2 423 et 8 191 tonnes métriques. Sarajevo, qui était tributaire du pont aérien pour 50 % en janvier 1993 l'était pour 89 % en décembre 1993. Les régions assiégées ont bénéficié de largages de vivres, de médicaments, de semences et d'articles de secours pour l'hiver, qui ont certainement contribué à la survie des populations de ces régions. Dans d'autres zones, le programme de fourniture de semences du HCR a été considérablement accru en 1993, afin de réduire la dépendance des intéressés à l'égard de l'aide alimentaire, et a été conçu pour prévoir l'enfouissement, au printemps et en automne, de plus de 6 000 tonnes métriques de semences de céréales et de légumes.

27. L'élément logistique de l'opération en Bosnie-Herzégovine a été développé en 1993 et, à la mi-septembre, 16 équipes de 226 camions d'une capacité de 3 319 tonnes métriques étaient disponibles. En outre, un petit parc de véhicules était consacré aux besoins de certaines ONG. Le pont aérien, entrepris en juillet 1992, a permis le transport à Sarajevo entre août 1993 et mai 1994 de 6 500 tonnes métriques de secours par mois en moyenne. L'opération de largage, qui a commencé en mars 1993, a permis de transporter en moyenne 1 358 tonnes métriques d'assistance par mois en Bosnie centrale et orientale. Vu l'impossibilité d'accéder aux régions visées, des dispositions ont été prises d'urgence, pendant le second semestre de 1993, pour accroître la capacité des entrepôts aux points de livraison situés hors de Bosnie-Herzégovine.

28. La persistance du conflit a donné lieu à une augmentation du nombre de personnes déplacées et de réfugiés nécessitant des soins médicaux et un appui psychosocial. Les efforts déployés pour accroître le nombre des projets visant à offrir un appui à ces groupes vulnérables ont été retardés en partie à cause des combats. Les projets d'éducation ont été eux aussi de portée très limitée en 1993, pour les mêmes motifs.

29. Le nombre des personnes qu'il a fallu évacuer pour des raisons médicales a augmenté de façon spectaculaire à partir du milieu de 1993 et un programme d'évacuation médicale, mis au point conjointement par le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec le concours de l'OMS, de la FORPRONU et de l'UNICEF, a été élargi pour inclure non seulement Sarajevo mais encore d'autres zones de Bosnie-Herzégovine. En décembre 1993, 391 patients avaient été évacués vers des pays d'accueil et 434 avaient été acceptés et attendaient leur départ.

30. En Croatie, on a consolidé les modalités de mise en oeuvre. Des demandeurs d'asile ont continué d'arriver de Bosnie-Herzégovine et 5 000 réfugiés, essentiellement des Musulmans qui se trouvaient dans des hôtels en Dalmatie, ont été transférés dans des centres collectifs d'Istrie et de Slavonie. En septembre 1993, 820 anciens détenus de Bosnie-Herzégovine et les personnes à leur charge ont été évacués de Karlovac, un centre de transit cible de tirs d'artillerie constants, et ont gagné Gasinci en Slavonie, où le HCR a financé la construction d'urgence de 200 unités de logements préfabriqués avant la venue de l'hiver. Eu égard à l'importance croissante du programme de construction d'abris exécuté en Croatie, une équipe spéciale chargée des abris a été constituée en juillet/août par les soins du HCR, de l'organisme de reconstruction du Gouvernement croate, du Bureau pour les réfugiés et les personnes déplacées et du Comité international de sauvetage, afin de coordonner les projets bilatéraux et internationaux.

31. Entre octobre 1992 et décembre 1993, un total de 17 287 personnes, essentiellement des anciens détenus de Bosnie-Herzégovine, ont été déplacées en vue de leur réinstallation ou de leur protection temporaire dans des pays tiers, après une période de transit, principalement en Croatie. En outre 2 000 personnes attendaient leur départ et 1 900 attendaient d'être acceptées.

32. Dans les ZPNU, malgré une tension constante, le programme du HCR s'est poursuivi pendant toute l'année 1993, où le suivi des groupes minoritaires, en collaboration avec la FORPRONU et l'Administration civile, a constitué une importante fonction.

33. Dans d'autres républiques, les activités planifiées ont pu être menées à bien plus facilement. Toutefois, le maintien des sanctions par les Nations Unies a retardé la livraison des secours à la République fédérative de Yougoslavie. Cette situation a été en partie résolue à la fin de 1993, grâce à la simplification des procédures de levée des sanctions pour le HCR et les ONG, par l'entremise des Nations Unies à New York.

b) Planification de la mise en oeuvre pour 1994

34. Au début de 1994, la population cible en Bosnie-Herzégovine était passée à 2,7 millions de personnes, ou 67 % du chiffre global des personnes assistées dans l'ex-Yougoslavie.

35. Une importante évolution politique s'est produite pendant les premiers mois de 1994, notamment un cessez-le-feu à Sarajevo et aux alentours et un accord conclu le 18 mars 1994 entre le Gouvernement bosniaque et les Croates de Bosnie en vue de la création d'une Fédération. Toutefois, dans le Nord de la Bosnie, à Bihac et à Gorazde, les combats ont continué.

36. Dans l'ensemble, la livraison de l'assistance par la route s'est considérablement améliorée en 1994. En Bosnie centrale, le trafic commercial, qui avait été complètement interrompu en 1993, avait partiellement repris et des biens de consommation apparaissaient à nouveau sur le marché. Toutefois, la transition entre les secours et la reprise sera lente. Le rapatriement massif n'a pas encore commencé et le pouvoir d'achat des particuliers est faible. Le HCR suit la situation de près. Depuis mai 1994, il a été possible de réduire marginalement le pont aérien et les opérations de largage et de prévoir la réduction progressive du nombre des convois de camions internationaux se déplaçant dans le centre de la Bosnie. Même si la paix se maintient dans cette région de Bosnie, les personnes déplacées, qui sont surtout des femmes et des enfants, auront certainement encore besoin de vivres et d'assistance non alimentaire jusqu'à la fin de l'année en cours.

37. En Bosnie orientale, étant donné le risque persistant de frappes aériennes par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les incidences qu'elles pourraient avoir sur les agents qui dispensent l'aide internationale, le personnel international du HCR s'est retiré temporairement. Toutefois des missions fréquentes continuent d'avoir lieu et les bureaux extérieurs du HCR sont dotés d'effectifs locaux.

38. Compte tenu du suivi des besoins nutritionnels, du succès des programmes de production vivrière et de l'évaluation des ressources locales disponibles, il a été décidé, en consultation avec le PAM, de réduire de 41 000 tonnes métriques à 29 000 tonnes métriques la quantité de vivres fournis mensuellement à la Bosnie-Herzégovine. Le HCR continuera les distributions de levure et de concentré de jus d'orange aux groupes vulnérables en 1994.

39. Le HCR ne participera pas à la mise en oeuvre des projets de redressement et de reconstruction en Bosnie-Herzégovine. En 1994, le programme du HCR pour ce pays comprendra les éléments ci-après :

- i) L'assistance au titre des secours se poursuivra jusqu'à ce que les réfugiés et les personnes déplacées puissent regagner dans la sécurité et la dignité, leur lieu d'origine ou leur résidence antérieure. Les projets s'attacheront donc aux besoins fondamentaux de la population et l'on insistera sur l'appui aux groupes vulnérables, auxquels on distribuera des vivres, des articles ménagers et hygiéniques, des vêtements et des fournitures pour l'hiver. Les distributions de vivres d'appoint, commencées en 1993, se poursuivront pendant toute l'année 1994. Conformément aux plans

transitionnels, le HCR continuera, pendant une deuxième année consécutive, à fournir des semences à toutes les régions de Bosnie-Herzégovine pour assurer aux intéressés un aliment frais d'appoint complétant les rations de base du PAM et les rendre moins tributaires de l'aide internationale.

- ii) Le HCR continuera d'assurer la réparation et la remise en état des foyers privés et des centres communautaires. Ces efforts ne permettront cependant pas de répondre à tous les besoins de logement des rapatriés. Des centaines de milliers de personnes auront, le moment venu, besoin d'assistance pour trouver de nouveaux foyers, à cause de la destruction totale ou de la perte des biens qu'elles possédaient antérieurement. En outre, le HCR continuera de prêter son concours au Groupe de gestion international pour ses missions d'évaluation technique destinées à mesurer les besoins d'infrastructure et de services collectifs du pays.
- iii) Divers projets de services communautaires et programmes de santé mentale seront élargis de façon à répondre aux besoins des victimes de traumatismes de guerre. Les femmes, les adolescents, les jeunes enfants et les personnes âgées bénéficieront de ces projets. Le projet du HCR dit "Opération Réunion", qui fonctionnera dans plus de 25 pays, devrait offrir une filière de dépistage précieuse entre les parents et les enfants séparés.
- iv) Dans le domaine médical, du combustible sera fourni aux hôpitaux et des installations médicales seront remises en état. Le Programme d'évacuation médicale pour la Bosnie-Herzégovine se poursuivra à l'intention des personnes gravement malades qui ne peuvent être traitées sur place.
- v) Le HCR financera de petits projets d'activités productrices de revenu à l'intention de groupes cibles. Il s'agit notamment de petits programmes d'élevage du bétail et de production locale d'articles de secours. On prévoit d'encourager divers projets d'auto-assistance à travers le pays tout entier.
- vi) Dans le secteur de l'éducation, le HCR complétera les activités planifiées par l'UNICEF et peut-être par l'UNESCO et remettra en état un certain nombre de locaux scolaires. L'assistance comprendra l'octroi de fournitures et de matériel aux écoles qui ne bénéficient d'aucune aide d'autres sources.
- vii) Les mécanismes de coordination au niveau local entre les organismes des Nations Unies, le CICR et les ONG continueront de fonctionner en 1994 pour assurer la meilleure couverture possible dans toutes les régions et dans tous les secteurs de l'assistance.

40. En Croatie, le HCR et d'autres organismes viennent en aide à 280 000 réfugiés et 247 000 personnes déplacées, ainsi qu'à quelque 110 000 personnes dans les ZPNU. De surcroît, l'ECTF et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge viennent

en aide à un certain nombre de cas sociaux victimes de la guerre, portant à quelque 800 000 personnes le nombre total des bénéficiaires. Trois années de guerre ininterrompue en Croatie ont augmenté le chômage et imposé une lourde charge aux secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. La plupart des projets mis en oeuvre par le HCR en Croatie en 1993 ont été poursuivis et élargis en 1994 et l'on s'est attaché à l'élément principal du programme, c'est-à-dire l'octroi de subventions en espèces aux familles qui accueillent des réfugiés ou des personnes déplacées. Si l'ECTF fournit des produits alimentaires de base en Croatie et dans la partie de la Croatie placée sous le contrôle des ZPNU-Ouest, le HCR de son côté fournit des entrepôts et un appui logistique pour la livraison des fournitures du PAM aux ZPNU. La construction de nouveaux abris sera entreprise principalement à l'aide de contributions bilatérales. Le HCR assurera la réparation des abris existants et continuera de fournir des articles ménagers et hygiéniques en Croatie et dans les ZPNU. En vertu d'arrangements conclus avec le Ministère de la santé, un appui sera apporté dans le domaine médical. En coordination avec les autres organismes des Nations Unies et les institutions locales, le HCR continue de financer des projets communautaires afin de venir en aide aux groupes vulnérables souffrant de troubles post-traumatiques. Les apports destinés à assurer l'éducation primaire de la population ciblée sont étroitement coordonnés avec l'UNICEF. On compte que désormais l'UNESCO jouera un rôle plus important dans le domaine de l'éducation. Comme en Bosnie-Herzégovine, une certaine mesure d'autosuffisance sera encouragée sous la forme de projets générateurs de revenu, offrant aussi un moyen d'ergothérapie. La distribution de semences relève de cette catégorie d'assistance.

41. Dans la République fédérative de Yougoslavie, le nombre de personnes bénéficiant d'une assistance en avril 1994 se répartissait ainsi : 306 700 réfugiés et 120 000 cas sociaux en Serbie et 32 300 réfugiés et 30 000 cas sociaux au Monténégro. Pendant les premiers mois de 1994, on a assisté à une baisse du nombre des réfugiés dans la République fédérative de Yougoslavie, due à des départs spontanés, notamment à des mouvements de retour vers la Bosnie-Herzégovine. L'imposition des sanctions des Nations Unies a porté gravement atteinte à la qualité de vie des secteurs les plus pauvres de la société, et notamment des réfugiés. En vertu d'un accord conclu entre le PAM et l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO), une partie des rations alimentaires de base seront fournies par l'Office en 1994. Le HCR continue de fournir un appui logistique, du combustible pour les besoins ménagers et les transports, des articles ménagers et hygiéniques, des vêtements, des services communautaires et des services de pharmacie à l'intention des réfugiés, et continuera de participer aux frais de fonctionnement de 290 centres collectifs répartis dans toute la République. Un important élément du programme de 1994 sera le maintien et l'expansion des services communautaires dans d'autres républiques et, dans le secteur de l'éducation, le HCR prévoit de distribuer des fournitures scolaires de base aux enfants réfugiés en âge de fréquenter l'école intermédiaire et l'école secondaire, tandis que l'UNICEF compte répondre aux besoins des écoliers du primaire.

42. En Slovénie, la population cible comprenait, en avril 1994, 31 228 réfugiés immatriculés, 2 682 autres bénéficiaires non immatriculés et 1 700 réfugiés "sur place". Ce dernier groupe est composé d'anciens

travailleurs migrants de Bosnie-Herzégovine dont le permis de travail et les prestations sociales ont expiré. Dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, les bénéficiaires comprennent 10 000 réfugiés et 12 000 cas sociaux. Dans les deux Républiques, le HCR continue d'assurer l'appui logistique nécessaire aux livraisons d'aide alimentaire et non alimentaire et de fournitures domestiques et d'apporter un appui financier aux familles d'accueil. Les travaux de réparation et d'entretien se poursuivront dans les 28 centres collectifs établis en Slovénie et dans les installations analogues de l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Dans ces républiques, les autres formes d'appui fourni aux bénéficiaires sont, notamment, les soins de santé assurés par l'entremise des pouvoirs publics ou des ONG, les services sociaux et les petits projets générateurs de revenu. Le HCR verse une contribution financière au Ministère de l'éducation pour l'enseignement primaire, pour que les élèves réfugiés puissent fréquenter les écoles secondaires et pour la formation professionnelle des adolescents et des parents célibataires.

c) Proposition de programme pour 1995

43. L'avenir de l'opération spéciale pour l'ex-Yougoslavie dépendra des décisions politiques qui seront prises dans les mois qui viennent et de l'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine et dans les ZPNU. A l'aube d'une période de transition, après l'accord intervenu entre le Gouvernement bosniaque et les Croates de Bosnie et le cessez-le feu à Sarajevo et en Bosnie centrale, des plans sont en cours en vue de la reconstruction de Sarajevo et de Mostar et peut-être, le moment venu, d'autres régions également.

44. Le HCR peut envisager de jouer l'un ou l'autre des deux rôles, si la paix gagne d'autres régions de la République, le rapatriement massif de plus d'un million de personnes pourra commencer. Un autre million de personnes déplacées à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine, auront également besoin d'assistance. Le HCR pourrait entreprendre un programme de rapatriement librement consenti de concert avec les autorités locales, d'autres organismes et les ONG. Toutefois, nombre de problèmes resteraient à résoudre. Des enquêtes sont en cours en vue d'assurer la réimmatriculation des réfugiés et des personnes déplacées et de noter leur dernier lieu de résidence en Bosnie-Herzégovine. Des milliers de familles ont perdu leur foyer ou pourront avoir à gagner d'autres régions. Le HCR fera fonction de chef de file pour le rapatriement librement consenti, mais ne participera pas directement aux projets à plus long terme de remise en état et de relèvement en Bosnie-Herzégovine.

45. Si, en revanche, une situation qui ne serait ni guerre ni paix devait s'installer en 1995, le HCR devrait adopter une approche régionale - poursuivre l'assistance humanitaire selon que de besoin et la retirer progressivement, le cas échéant, en fonction de la reprise progressive de l'économie, de l'activité commerciale et, le moment venu, du retour à une vie normale.

46. A l'heure actuelle, le HCR s'apprête à suivre la situation de près, à ralentir l'opération logistique ou à la remplacer en partie par des ressources locales. On espère que le pont aérien de Sarajevo et les opérations de largage pourront s'amenuiser, voire cesser, à la fin du premier semestre de 1995.

47. Il est important que l'assistance se poursuive pendant la période de transition. La prochaine récolte et la revitalisation de l'industrie locale seront des éléments essentiels pendant cette période. Les institutions spécialisées comptent reprendre leurs programmes nationaux ou en entamer de nouveaux. La création de projets générateurs de revenu et de possibilités d'emploi sera indispensable. Le rôle du HCR pendant cette phase de transition consistera notamment à continuer ses apports en vue de la production vivrière et à mettre en oeuvre de petits projets d'auto-assistance ciblés sur les rapatriés ou, si le conflit continue, sur les populations des zones atteintes. Si le conflit persiste, le HCR sera obligé de poursuivre son programme de soutien aux populations tributaires d'une assistance extérieure pour leur survie.

48. Des combats sauvages continuant de faire rage dans le nord de la Bosnie et maintes questions n'étant pas encore résolues, l'assistance humanitaire ne doit pas être retirée prématurément. Dans les autres républiques, si un règlement de paix global n'est pas atteint, les programmes d'assistance continueront jusqu'à ce que les réfugiés et les personnes déplacées puissent regagner leurs foyers dans des conditions acceptables.

Coûts afférents à l'exécution du programme et à l'appui administratif

a) Variations par rapport aux activités planifiées pour 1993

49. En 1993, on s'est efforcé d'atteindre les objectifs fixés au début de l'année. Toutefois, eu égard à l'évolution de la situation dans l'ex-Yougoslavie, certains bureaux du HCR ont dû être fermés et/ou déplacés vers des zones plus sûres. Cet état de choses a entraîné des frais supplémentaires, car il a fallu louer des locaux et renforcer les mesures de sécurité, afin d'assurer la sécurité du personnel et des biens du HCR.

50. On a maintenu pendant toute l'année le niveau global des effectifs prévus pour 1993, de façon à pouvoir répondre au besoin d'activités d'assistance humanitaire. Un total de 546 agents titulaires de contrats ordinaires ont prêté leurs services, et 250 autres au titre de contrats temporaires. En préparation de l'hiver 1993/1994, neuf agents des services extérieurs ont été recrutés pour les trois mois d'hiver afin de venir en aide aux groupes ethniques minoritaires et aux groupes vulnérables qui sont aux prises avec des situations menaçant leur vie en Bosnie-Herzégovine.

b) Planification de la mise en oeuvre pour 1994

51. A la fin de mai 1994, en raison de l'expansion de son effort humanitaire, le HCR avait créé 25 bureaux dans l'ex-Yougoslavie, soit cinq bureaux de chargé de mission, quatre sous-délégations et 17 bureaux extérieurs. Afin de gérer ces bureaux et d'assurer la mise en oeuvre de l'opération d'aide humanitaire spéciale, plus de 860 personnes ont été déployées comme suit : 565 fonctionnaires employés par le HCR au bénéfice de contrats ordinaires (182 fonctionnaires internationaux dont un administrateur auxiliaire (JPO), sept administrateurs recrutés sur le plan national et 376 agents locaux); environ 250 agents locaux titulaires de contrats temporaires; 10 volontaires des Nations Unies (VNU) représentant la contribution des VNU à l'action humanitaire du HCR et une quarantaine d'experts qui ou bien ont été détachés

auprès du HCR ou bien lui ont été prêtés par le Gouvernement danois, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, les Gouvernements français et norvégien, le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement suisse. Par ailleurs, le HCR emploie actuellement trois consultants spécialisés dans des domaines techniques et autres.

52. Les prévisions révisées pour 1994 tiennent compte des traitements, des frais de voyage et de l'indemnité mensuelle de subsistance de tout le personnel collaborant au programme spécial d'assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie, ainsi que de la prime prévue pour la mobilité et les situations difficiles versée au personnel qui travaille en Bosnie-Herzégovine. Sont également couverts les loyers et frais d'entretien de tous les bureaux dans l'ex-Yougoslavie, y compris le reclassement des locaux à usage de bureaux de Belgrade (République fédérative de Yougoslavie). En outre, le bureau extérieur de Tuzla a dû être agrandi à nouveau en raison des besoins opérationnels accrus dus à la mise en service de l'aéroport de Tuzla.

53. Vu la précarité de la situation dans l'ex-Yougoslavie, les mesures de sécurité ont continué d'être renforcées dans tous les bureaux, surtout ceux de Bosnie-Herzégovine.

54. Les dépenses autres que celles afférentes au personnel concernent la location d'un aéronef pour le HCR, les communications, les équipements collectifs, l'achat de papeterie et de fournitures de bureau, les véhicules, le matériel nécessaire aux télécommunications (radios, téléphones mobiles et autres articles) et l'achat de matériel informatique et de meubles de bureau.

c) Proposition de programme pour 1995

55. Bien qu'il soit impossible de prévoir l'évolution de la situation dans l'ex-Yougoslavie, le HCR compte continuer d'appuyer le programme au même niveau qu'en 1994.

DEPENSES DU HCR DANS L'EX-YOUGOSLAVIE
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

1993	1994		1995	
Montant engagé	Allocation approuvée par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour 1993	Allocation révisée demandée	Source des fonds et type d'assistance	Allocation proposée/projection
PROGRAMMES GENERAUX (1)				
420,0	581,3	195,9	SOINS ET ENTRETEN	137,5
9,9 <u>a/</u>	-	-	RAPATRIEMENT LIBREMENT CONSENTI	-
0,6 <u>a/</u>	-	-	INSTALLATION SUR PLACE	-
32,7 <u>b/</u>	30,0	29,2	REINSTALLATION	14,6
463,2	611,3	225,1	Total partiel, opérations	152,1
463,2	611,3	225,1	TOTAL (1)	152,1
PROGRAMMES SPECIAUX (2)				
532 176,8	6 913,6	275 690,0	AIDE HUMANITAIRE AUX PERSONNES DEPLACEES DE L'EX-YOUGOSLAVIE	257 778,3
-	-	36 469,3	EXECUTION DU PROGRAMME Voir annexes I a et II a	33 979,2
-	-	4 923,0	APPUI ADMINISTRATIF Voir annexes I b et II b	4 726,7
-	-	81,0	AUTRES FONDS FIDUCIAIRES APPUI ADMINISTRATIF Administrateur auxiliaire	81,0
532 176,8	6 913,6	317 163,3	TOTAL (2)	296 565,2
532 640,0	7 524,9	317 388,4	TOTAL GENERAL (1 + 2)	296 717,3

a/ Engagement imputé sur l'allocation globale.

b/ Y compris 12 000 dollars E.-U. imputés sur l'allocation globale.
